

Le Budget—M. Robinson

d'université qui touchent des prestations d'assurance-chômage ou de bien-être social. Ils constatent qu'ils n'ont guère de possibilités d'utiliser leurs talents, que les rémunérations ne sont pas assez élevées et que l'autre possibilité qui s'offre à eux, c'est-à-dire les prestations de bien-être social et d'assurance-chômage est à la fois bien attirante et à portée de la main. A mon sens, le budget présenté lundi par le ministre offre aux personnes à revenu moyen plus qu'aucun autre budget depuis de nombreuses années. Dans ma circonscription, beaucoup, devant les mesures que contient le budget, pourront affirmer que c'est une bonne affaire pour eux. La plus évidente de ces mesures est la réduction d'impôts sur le revenu des particuliers. Même si ce sont les contribuables à faible revenu qui en profiteront le plus, et ce n'est que juste, ces réductions d'impôt profiteront à la plupart des Canadiens, cette année et en 1975.

J'ai déjà parlé d'autres mesures qui aideront directement beaucoup de ceux qui ont un revenu moyen, comme les mesures concernant le logement, visant à en réduire le coût et à faciliter l'accès à la propriété d'une maison, les déductions relatives aux intérêts et aux dividendes et les autres propositions comme les dispositions touchant les obligations d'épargne du Canada et visant à protéger les épargnes du particulier. De plus, il y a l'abolition de la taxe de vente de 12 p. 100 sur le vêtement et les chaussures des adultes, mise en vigueur au mois de juillet dernier par décret du conseil, ainsi que les diminutions de taxe de vente sur bon nombre d'articles à partir des autobus jusqu'aux bicyclettes. Je félicite le ministre d'avoir aboli cette taxe. Je sais que le grand Toronto en profitera. Nous avons besoin de beaucoup d'autobus et de matériel de métro et je suis heureux de voir que ce matériel ne sera pas assujéti à une taxe.

Même si le ministre des Finances n'a pas parlé expressément, dans son discours du budget, des besoins des Forces canadiennes, j'aimerais le faire maintenant. Je comprends que pour mener à bien les tâches décrites dans le rapport de 1972, les Forces canadiennes auront besoin d'un personnel minimum de 82,000 hommes et qu'on devra aussi remplacer leur matériel désuet ou sur le point de l'être tout en faisant l'acquisition de matériel moderne nécessaire pour que nos Forces soient de leur temps. J'espère que le ministre trouvera aussi des fonds pour nous doter des spécialistes, des navires, des avions et des forces terrestres nécessaires pour mieux garantir notre souveraineté d'un océan à l'autre et, en fait, à partir de nos côtes jusqu'à la limite de 12 ou même de 200 milles, car nous devons protéger nos droits de pêche et l'environnement.

Monsieur l'Orateur, j'ai donné au début une brève description de la grave situation économique dans le monde qui a servi de cadre au budget. Le ministre des Finances a déclaré que le monde est «dans un état précaire: l'inflation le ronge et la récession le guette.» Je voudrais signaler en terminant que la collaboration internationale s'impose de plus en plus, si nous voulons éviter une catastrophe internationale. Cette collaboration indispensable et cette action concertée se sont manifestées l'an dernier à des réunions telles que la conférence sur le droit de la mer, tenue cet été et la récente conférence mondiale sur l'alimentation à Rome ainsi que d'autres réunions internationales sur l'économie.

Malheureusement, ces réunions sont minées par l'intérêt et une jalousie nationale ou régionale mesquine. La semaine dernière encore, nous en avons eu une manifestation quand les États-Unis ont imposé des contingents sur le boeuf et le porc. L'histoire a démontré que ces tentatives

en vue d'accorder une protection injuste aux producteurs nationaux durant des périodes d'incertitude économique ont fait bouler de neige, ce qui provoque une catastrophe économique et sociale dans la communauté internationale.

Je veux féliciter le ministre des Finances de son exposé budgétaire de lundi soir. Celui-ci donne le ton et une certaine détermination dans le domaine budgétaire, mais il est assez souple pour faire face à des événements internationaux imprévus. Les mesures qui y sont insérées auront, je crois, une répercussion bénéfique sur la lutte contre l'inflation tout en nous protégeant contre la crise économique. En définitive, je trouve que le budget est une évaluation optimiste de notre potentiel qui expose avec réalisme les dangers que nous devons affronter.

[Français]

M. Claude Wagner (Saint-Hyacinthe): Monsieur le président, le ministre des Finances (M. Turner) s'est chargé de nous montrer l'équipe ministérielle sous son vrai jour. En l'espace de quelques heures, le ministre nous a servi un discours, soit le discours du budget qui, pour se vouloir un programme gouvernemental, constitue paradoxalement une condamnation du gouvernement par le gouvernement.

Tout au long de son exposé le ministre a réussi à étaler la fumisterie que la population avait déjà commencé à deviner. Il a reconnu avoir mal informé le Parlement par ses prévisions erronées, qu'il attribue évidemment aux autres, au contexte international, à la température, aux mauvaises récoltes de par le monde, aux difficultés monétaires, aux fluctuations de la bourse, au prix de l'or et que sais-je encore.

Il a reconnu avoir induit le peuple en erreur, le peuple qui, lui, se souvient de la condamnation que le très honorable premier ministre (M. Trudeau) avait déjà faite de l'abolition de la taxe de 11 p. 100 sur les matériaux de construction. Il a surtout trompé la population, en lui laissant croire qu'il lutterait farouchement contre l'inflation, alors qu'aujourd'hui, laissant tomber les gants, se préoccupant d'une récession possible plutôt que de l'inflation présente, le combat est déjà terminé avant même que les combattants se soient engagés dans la première ronde.

Monsieur le président, le gouvernement libéral depuis 1968 et encore aujourd'hui n'a jamais eu la volonté, la détermination ou le désir de mater l'inflation. Qu'à cela ne tienne, nous, sous l'impulsion du chef de l'opposition officielle, à qui je veux rendre ici hommage pour le vibrant discours qu'il a prononcé à la Chambre hier, nous, nous ne lâcherons pas.

● (1630)

[Traduction]

Pas besoin d'être astucieux ou si méfiant pour voir dans ce budget l'amorce d'un jeu bien planifié et bien orchestré, que jouent depuis quelque temps les libéraux avec notre pays et notre fédération. Si nous en examinons de près les faits saillants et les dispositions, nous constatons que ce budget traite l'inflation à la légère, comme quelque chose digne d'attention mais qui ne doit pas vraiment nous inquiéter. L'orientation de ses diverses dispositions est si imperceptible que nous ne pouvons absolument pas voir dans quelle direction s'engage le gouvernement et où devrait le suivre le pays.

Ce document a été rédigé par ces gens admirables qui ont offert au Canada un leadership, étrange et impalpable qualité que seuls les libéraux peuvent offrir et, comme nous l'ont dit leurs publicitaires, qu'ils sont les seuls à pouvoir donner. Ce budget a fait pour le leadership de